



- Communiqué -

L'exécutif municipal de Longwy doit revenir à la raison !

Avec le syndicat de Longwy, la Coordination syndicale des services publics de Meurthe-et-Moselle et la Fédération des services publics entendent affirmer leur indignation face aux manquements et provocations de l'exécutif municipal de Longwy à l'encontre du syndicat CGT des personnels de la ville.

Le 21 juin 2023, en plein conflit social des agentes de la Maison de la petite enfance et des services scolaires et périscolaires, une séance de la F3SCT était convoquée par l'autorité territoriale. Cette réunion d'instance a été ouverte par un discours accusateur en direction des représentants du personnel, les accusant notamment de vouloir envahir le pot de départ de la DGS.

Autant de prétextes qui permettent à l'employeur local de décider, qu'à partir d'aujourd'hui, jusqu'à nouvel ordre, il n'y aurait plus de réunions des instances. Une telle remise en cause des instances, qui fait suite à un refus catégorique d'ouvrir des négociations sur la base des revendications des agents est inadmissible.

Nous ne pouvons tolérer le déni de démocratie sociale qui s'affirme à Longwy et se propage dans de nombreuses collectivités. Le rôle des élus de la République est de respecter les lois, les instances, le droit de grève, pas de les censurer. La préfecture de la Meurthe-et-Moselle a été alertée. La Fédération se réserve d'user de toutes les voies légales pour imposer un retour à la normale.

La libre administration des collectivités, à laquelle nous sommes profondément attachés, ne peut s'entendre que dans le respect des agents et de leurs représentants, qui les font vivre au quotidien.

Ce déni de démocratie, ce mépris, cette stratégie du pourrissement a des conséquences graves pour les représentants du personnel, dont beaucoup sont en souffrance.

La souffrance au travail est une réalité devenue incontestable. Les risques psycho-sociaux sont en augmentation dans les collectivités. Les pressions exercées à l'encontre des représentants du personnel s'inscrivent dans la logique du « New public management », qui prône l'individualisation des relations sociales au détriment des droits collectifs.

La Fédération CGT des services publics et la Coordination syndicale départementale de la Meurthe-et-Moselle demandent le retour sans délai à l'application des règles élémentaires de la démocratie sociale et du « dialogue social » à Longwy.

Elles réaffirment leur soutien à la direction du syndicat CGT des personnels de la ville de Longwy, mise à mal par ces pratiques locales autoritaires. Elles soutiennent l'ensemble des revendications exprimées par les agentes de la Maison de la petite enfance et des services scolaires et périscolaires.

Montreuil, le 22 juin 2023